



Candidat
Jonathan Wilson
enseignant

Suppléante
Nadjat Bennaceri
infirmière



comités de Saint-Denis et Épinay
copoepinay@orange.fr

DES CANDIDATS

Pour l'Assemblée constituante ! Pour un gouvernement au service du peuple !

L'élection présidentielle a traduit le rejet massif des politiques menées depuis des décennies par les gouvernements de droite et de « gauche ». C'est une ultra minorité qui a finalement voté en faveur du programme de M. Macron. Ce rejet radical est encore plus marqué dans les quartiers ouvriers et populaires : le total des abstentions, votes blancs et nuls a, par exemple, atteint 43,7 % des inscrits à Saint-Denis, 39,1 % à Saint-Ouen, 42,8 % à Epinay.

Sont rejetés :

- » **La loi El Khomri** permettant aux patrons de déroger aux conventions collectives et de passer outre l'opposition des organisations syndicales.
- » **La fermeture des centres de Sécurité sociale et de CAF, des bureaux de poste** dans nos villes.
- » Les coupes budgétaires dans nos communes et nos départements, conduisant à la remise en cause de services publics fondamentaux (le conseil départemental du 93 a ainsi voté récemment la fermeture de au moins 18 centres PMI dans le département, celui d'Orgemont est menacé).
- » **La suppression de milliers de lits d'hôpitaux et de postes de personnels hospitaliers**, rendant l'accès aux soins de plus en plus difficiles (dans le cadre des groupements hospitaliers de territoire (sans s) instaurés par la loi Touraine en 2015, les hôpitaux Bichat et Beaujon seraient fermés et remplacés par un seul hôpital à Saint-Ouen avec 600 suppressions de lits à la clé).
- » **La casse de l'école publique** fondée sur des programmes nationaux avec la réforme des rythmes scolaires et la réforme du collège.

C'est pourtant cette politique que M. Macron prétend poursuivre et aggraver. Au centre de son programme, il y a en particulier la volonté de détruire ce qui reste du Code du travail, des conventions collectives et de la Sécurité sociale de 1945 fondée sur le salaire différé.

L'unité des travailleurs et de leurs organisations contre les projets d'ordonnances de Macron et pour l'abrogation de la loi El Khomri, est indispensable.

Nous l'affirmons :

- Il ne peut y avoir d'issue dans le cadre des institutions antidémocratiques et réactionnaires de la V^e République et de l'Union européenne.
- L'heure est la convocation d'une Assemblée constituante souveraine qui redonne le pouvoir au peuple et permette l'instauration d'un gouvernement ouvrier.
- Pour mener ce combat, il faut un parti ouvrier, ouvert à toutes celles et tous ceux qui veulent défendre les intérêts de la classe ouvrière.

C'est ce que nous vous proposons de construire. **Rejoignez-nous !**

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante** souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, nous opposons la **lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

